

L'impact de la crise économique mondiale sur la fonction publique

Le ralentissement de l'activité économique dû à la crise a réduit les recettes des Etats, avec des répercussions sur l'emploi et les conditions de travail dans l'administration publique. Un nouveau rapport du BIT, préparé pour la session de novembre 2010 du Conseil d'administration, recommande aux gouvernements de s'engager dans le dialogue social pour rechercher quelles mesures pourraient venir à bout de ce ralentissement. Cela contribuera à garantir à ces mesures un large soutien et à réduire les risques d'agitation sociale, déclarent Elizabeth Tinoco, directrice du Département des activités sectorielles du BIT, et Carlos Carrión-Crespo, spécialiste des services publics, dans un entretien accordé à BIT en ligne.

11/11/2010

FTR/public_emp

Quel est l'impact de la crise sur l'emploi dans le secteur public?

Elizabeth Tinoco: Tout d'abord, laissez-moi vous dire que de nombreux facteurs sociaux, politiques et économiques exercent une influence sur l'emploi dans l'administration publique, on ne peut donc pas imputer chaque variation de l'emploi, des salaires et des conditions de travail à la récession économique. Cependant, la diminution des recettes de TVA, de l'impôt sur le revenu, sur les sociétés, des taxes foncières et sur les plus-values, associée à une hausse des dépenses pour financer les plans de relance et la protection sociale, a réduit les choix politiques et budgétaires des gouvernements. C'est pourquoi la récession a eu un effet grandissant sur les conditions de travail dans la fonction publique au cours de l'année 2010 mais de façon différente selon les pays, en fonction de la nature de leurs liens avec l'économie mondiale.

Pouvez-vous nous en dire plus sur ces différences aux niveaux national et régional?

Elizabeth Tinoco: Les données disponibles montrent que l'emploi dans l'administration publique a surtout reculé aux Etats-Unis et en Europe. En Europe, l'impact a été le plus durement ressenti dans huit pays où ont été supprimés 172 000 emplois dans l'année qui s'est achevée fin juin 2010. Aux Etats-Unis, l'emploi total dans l'administration publique est passé pour la première fois en juillet 2010 en dessous des niveaux d'avant la récession et les autorités locales ont réduit les effectifs de 143 000 au troisième trimestre de 2010.

Les faits concernant l'Asie et le Pacifique et l'Amérique latine semblent montrer une tendance à la hausse de l'emploi dans les administrations publiques. Cependant, certains pays de ces régions ont réduit ou prévoient de réduire les effectifs de leur fonction publique en partie parce que la crise a ralenti l'activité de secteurs majeurs de l'économie privée.

Comment la crise affecte-t-elle les salaires et les conditions de travail dans ce secteur?

Carlos Carrión-Crespo: En Europe, les salaires dans l'administration publique ont augmenté à un rythme plus lent que dans le secteur privé et ce dès avant la crise économique, y compris dans le cadre des conventions collectives négociées. Cependant, les travailleurs de certains pays d'Europe et d'ailleurs ont obtenu une revalorisation de leurs salaires. Le rapport entre salaires publics et privés en Europe est étroitement lié au poids de l'emploi public dans l'économie. Depuis 2008, les agents de l'administration publique de certains pays européens ont vu leurs salaires baisser, essentiellement dans le cadre des plans d'assainissement des finances publiques coordonnés avec les institutions internationales, ou en préparation de l'émission d'obligations. Bon nombre de ces plans prévoient aussi une modification de l'âge du départ à la retraite et des droits à pension.

Les femmes ont-elles été plus touchées que les hommes?

Carlos Carrión-Crespo: Les tendances régionales sont assez différentes: en Europe, les suppressions d'emploi ont davantage touché les femmes que les hommes, alors que le contraire s'est produit en Asie et Pacifique. Si l'emploi des femmes dans la fonction publique a diminué dans 17 pays européens sur 33, celui des hommes n'a été réduit que dans 12 pays seulement.

Le rapport indique que le dialogue social est indispensable pour s'assurer d'un vaste soutien pour les mesures anti-récession. Pouvez-vous nous expliquer pourquoi.

Elizabeth Tinoco: Le dialogue social a été fondamental dans l'élaboration de ces mesures dans certains pays, mais dans d'autres l'absence de dialogue a provoqué une forte agitation sociale comme l'ont montré

de récents événements. Là où le dialogue social a été fructueux permettant de conclure des accords sur la réduction des salaires et des prestations dans le secteur public, les mouvements sociaux sont limités ou carrément éliminés.

Comment voyez-vous l'avenir de la fonction publique?

Carlos Carrión-Crespo: Les perspectives du secteur demeurent mitigées. D'une part, les stratégies de sortie de crise plaident toujours pour une réduction des effectifs dans l'administration publique en Europe. D'autre part, les employeurs du secteur public de plusieurs pays, notamment l'Argentine, le Brésil, l'Inde, le Japon et le Pérou, espèrent voir une évolution positive dans l'emploi total pendant le troisième trimestre 2010 par rapport au deuxième trimestre. Les gouvernements des pays qui n'ont pas été touchés par le ralentissement au cours des derniers trimestres ne sont pas à l'abri de crises à venir. Ils pourraient tirer grand bénéfice de stratégies de dialogue social, de protection sociale et de création d'emplois.